



LETTRE D'ENGAGEMENT DES CONSEILS D'ADMINISTRATION ENVERS LA MOBILISATION DU MOUVEMENT LE COMMUNAUTAIRE À BOUTTE

À L'ATTENTION DES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES D'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME DU QUÉBEC

Depuis plusieurs années, les organismes d'action communautaire autonome (ACA) portent une voix forte pour la justice sociale, la dignité humaine et la lutte contre les inégalités. Chaque jour, nous accompagnons des personnes, des familles et des communautés qui vivent les conséquences des choix politiques et des insuffisances du filet social. Nous constatons également, dans nos propres organisations, les effets du sous-financement chronique qui fragilise nos équipes, limite notre capacité d'agir et menace la pérennité de nos missions.

C'est dans ce contexte que le mouvement **Le communautaire à boutte** poursuit sa mobilisation nationale afin d'obtenir :

- Des conditions de travail décentes pour les travailleuses et travailleurs du communautaire;
- Un financement suffisant à la mission;
- La reconnaissance pleine et entière des organismes;
- La protection de l'autonomie et fin du financement précaire;
- Un investissement dans le modèle communautaire comme pilier stratégique.

Cette mobilisation s'inscrit directement dans les fondements de l'action communautaire autonome. Depuis toujours, l'ACA ne se limite pas à offrir des services. Elle vise également à agir sur les causes des problèmes sociaux, à exercer un rôle de transformation sociale, d'éducation populaire et de défense collective des droits. La mobilisation citoyenne et les actions collectives font donc partie intégrante de notre identité et de notre mission.



NOS GAINS

Au cours de la dernière année, le mouvement né à Shawinigan a fait écho auprès des organismes à travers les **17 régions** du Québec. « Le communautaire à boutte » a contribué à remettre la mobilisation au cœur des priorités des organismes.

Lors de la phase 2 du mouvement, nous avons démontré notre force. Plus de **1 900 groupes** ont participé aux journées de grève et de fermeture à travers le Québec totalisant plus de **20 000 travailleuses et travailleurs**. En avril dernier, plus de **10 000 personnes** se sont rassemblées devant l'Assemblée nationale afin de porter un message clair au gouvernement : le communautaire est essentiel et il doit être financé à la hauteur de sa contribution à la société.

Au-delà des chiffres, cette mobilisation a permis de renforcer la solidarité entre les organismes, de faire rayonner notre expertise, de raviver la fierté du milieu communautaire et de démontrer notre capacité collective à nous faire entendre. La population reconnaît notre importance. Les médias nous accompagnent, nous suivent et utilisent notre expertise pour aborder certains enjeux politiques. Nous ne sommes plus invisibles.



A stylized illustration on the left side of the page shows two hands, one black and one white, holding a long, flowing red ribbon. The black hand is at the top, and the white hand is at the bottom, with the red ribbon connecting them. The ribbon has a textured, almost flame-like appearance at the bottom.

CONSTATS ET SUITE

Nous constatons avec inquiétude que, malgré des années de représentations, de revendications et de mobilisations menées par le milieu communautaire autonome, le gouvernement tarde toujours à répondre adéquatement à la crise de financement qui affecte nos organismes. Cette absence de réponse à la hauteur des besoins contribue à fragiliser les services offerts aux populations, à accroître la pression sur les équipes de travail et à compromettre la capacité des organismes à réaliser pleinement leur mission.

Nous estimons que cette situation résulte de choix politiques qui ne reconnaissent pas suffisamment le rôle essentiel joué par l'action communautaire autonome dans le maintien du filet social québécois. Nous réitérons donc l'urgence d'un financement stable, récurrent, indexé et à la mission, permettant aux organismes de répondre dignement aux besoins croissants des communautés.

Alors que le Québec se dirige vers une période électorale importante, plusieurs activités de sensibilisation, d'éducation populaire, de représentation politique et de mobilisation citoyenne seront déployées partout sur le territoire. Ces actions seront des occasions privilégiées de faire connaître nos réalités, de porter nos revendications et d'interpeller les personnes qui aspirent à gouverner le Québec.

VOTRE ENGAGEMENT

À titre de membres d'un conseil d'administration, nous reconnaissons que notre rôle dépasse la saine gestion de l'organisme. Nous sommes également les gardiens de sa mission, de ses valeurs et de son engagement envers la justice sociale. En réaffirmant notre appui à la mobilisation, nous envoyons un message clair à nos équipes, à nos membres et à notre communauté : les actions collectives entreprises pour défendre notre mission sont légitimes, nécessaires et cohérentes avec les principes de l'action communautaire autonome.

Par la présente, notre conseil d'administration réaffirme :

- Son adhésion aux revendications du mouvement **Le communautaire à boutte**;
- Son soutien aux activités de sensibilisation, d'éducation populaire et de mobilisation qui seront menées dans les prochains mois;
- Sa reconnaissance du rôle fondamental de la mobilisation comme composante légitime de l'action communautaire autonome;
- Son appui aux travailleuses, travailleurs, bénévoles et membres qui participeront aux actions collectives visant à défendre la mission des organismes communautaires;
- Sa conviction que le financement adéquat de l'action communautaire autonome constitue un investissement essentiel pour le développement d'un Québec plus juste, plus solidaire et plus humain.

Parce que nos communautés méritent mieux.

Parce que nous voyons des femmes travailleuses du communautaire vivre dans la précarité.

Parce que nos équipes portent déjà beaucoup trop.

Parce que l'action communautaire autonome est indispensable.

NOUS DEMEURONS MOBILISÉS. NOUS DEMEURONS SOLIDAIRES. ON AVANCE, ON NE RECULE PAS.

Nom de l'organisme

Présidence du conseil d'administration

Date

Résolution du conseil d'administration (facultatif)